

5.

Pierre Haski



Il a été plusieurs années durant correspondant, d'abord pour l'Agence France-Presse puis *Libération*, en Afrique, en Israël, enfin, en Chine où il fut le premier à révéler l'ampleur du sida. En 2007, il a lancé sur le web, avec d'autres confrères le premier site d'information 100% gratuit. Revenant sur la genèse de ce projet et son modèle économique, il montre les nouvelles perspectives qu'Internet peut offrir au journalisme.

1953

Naissance à Tunis (Tunisie)

1974

Diplômé du Centre de Formation des Journalistes (CFJ)

1974-1980

*Journaliste à l'Agence France-Presse ;
1976-1980 : correspondant Afrique du Sud*

1981-2007

*Journaliste à Libération, chargé de la rubrique Afrique,
puis diplomatique (1988-1993),
correspondant à Jérusalem (1993-95)*

1995-2000

*Chef du service international
et rédacteur en chef adjoint de Libération*

2000-2005

Correspondant de Libération à Pékin

1968

*Président et cofondateur de Rue89,
premier site d'information générale en France*

La vocation

« J'avais 14-15 ans, quand j'ai découvert le monde du journalisme. Il se trouve qu'un de mes oncles était directeur de ventes à *Combat*, un des journaux issus de la Résistance. Je me souviens de lui avoir rendu visite dans le vieux quartier de la presse parisienne, rue du Croissant (2^e arr. de Paris). Mon nom avait été composé en lettres de plomb à cette occasion, à l'aide de vieilles machines qui faisaient un bruit pas possible. Cette visite m'a marqué au point de m'inciter à créer un journal avec deux camarades du lycée Buffon, à Paris. Un vrai journal imprimé en *off set*, avec des articles et des interviews (dont celle, par exemple, de l'animateur des émissions pour adolescents de RTL). Il y avait même de la publicité (on avait démarché le marchand de photos du coin) et on le vendait, plutôt bien. Seulement, l'imprimeur ne nous a adressé la facture que trois mois plus tard. Or, nous avions tout dépensé ! Nos parents ont dû éponger nos dettes ! À l'arrivée, deux des trois sont quand même devenus journalistes : outre moi, Laurent Greilsamer, futur directeur adjoint du *Monde* ! J'étais fasciné par un journal en particulier : *France Soir* dont c'était la grande époque. Ce journal jouait le rôle des chaînes de TV ou de radio d'information continue d'aujourd'hui, en publiant plusieurs éditions par jour. En septembre 1970, lorsque les Palestiniens détournèrent plusieurs avions vers le désert de Jordanie, j'avais acheté toutes celles parues ce jour-là. J'avais l'impression de suivre l'événement presque en temps réel. J'en ai gardé un goût pour l'actualité brûlante.

J'ai très tôt été attiré par l'international. J'avais grandi en Tunisie dont est originaire mon père, et n'avais donc pas d'attache particulière en France. C'était en outre la grande époque du tiers-mondisme, du non-alignement et des luttes de libération nationale. Une époque exaltante et exaltée politiquement.

Après le bac, durant l'été 1972, je suis parti en Tanzanie pour les vacances rejoindre ma mère qui venait de s'installer dans ce pays. J'étais en visite à Zanzibar, au lendemain d'un coup d'État... Raconter une révolution qui se déroule sous vos yeux est le rêve de tout journaliste. J'étais trop jeune, cependant, pour avoir la présence d'esprit de faire un papier. Mais c'est de cette expérience que m'est venu le goût de rendre compte des nouvelles du monde. »

Le cursus

« Je souhaitais travailler aussi tôt que possible. Une fois le bac en poche, je me suis donc présenté au CFJ. À l'époque, c'était possible, quoique hardi. J'ai de fait failli ne pas être admis, mais pour un tout autre motif. Une des questions posées lors de l'examen oral portait sur Anne Chopinet, la première femme admise à Polytechnique. Ce nom ne me disait rien. « Mais comment est-ce possible, on en a parlé tout l'été ! » me fit l'interrogateur qui était une femme. Seulement moi, l'été, j'étais en Tanzanie ! Ce que je lui expliquai. Elle me demanda alors de lui parler de Julius Nyerere, le Président de la République unie de Tanzanie. J'étais incollable. C'est ainsi que j'ai été reçu au CFJ. Une entrée en douceur et par la grande porte dans la profession pour quelqu'un qui, comme moi, n'avait pas de pistons.

Je voulais repartir à l'étranger. J'ai donc choisi l'option agence de presse avec l'idée d'intégrer l'AFP. C'était la voie royale pour un jeune qui démarrait. Dans les rédactions, on n'est envoyé à l'étranger qu'après plusieurs années d'expérience. Auparavant, il y eut un premier stage à *La Nouvelle république du Centre Ouest*, à Tours. Une expérience abominable. C'était l'antithèse du métier tel que je le concevais. Je maniais le pot de colle et la paire de ciseaux pour aligner les dépêches ! On m'a même fait faire l'interview d'un Tourangeau qui était arrivé 72^e au tour cycliste de l'Avenir...

Au cours de ma scolarité au CFJ, j'ai rencontré celle qui allait être ma première femme. Née au Congo Brazzaville, elle partageait ma passion pour l'Afrique. Nous y sommes partis aux vacances de Pâques. On est arrivés à un moment important dans l'histoire de cette dictature marxiste-léniniste : le procès de coopérantes françaises accusées de soutenir un officier dissident. Leur avocat n'était autre que Gisèle Halimi et le président du tribunal révolutionnaire, Henri Lopes, aujourd'hui écrivain congolais reconnu, actuellement l'un des dirigeants de l'Unesco à Paris... À la fin du procès, les autorités promènèrent le corps criblé de balles du chef des rebelles qu'elles venaient de capturer. Ambiance... Mon amie et moi avons été les deux seuls journalistes présents, hormis le correspondant de l'AFP (le petit-fils du maréchal Gallieni !). Au 3^e jour du procès, nous avons eu droit à une perquisition de soldats dans notre chambre. De retour à Paris, nous sommes aussitôt allés

frapper à la porte du magazine *Afrique Asie*, dans l'idée de publier un reportage. Nous rencontrâmes un des rédacteurs en chef qui nous fit raconter notre histoire par le menu, suite à quoi il s'engagea à nous rappeler. Quelle ne fut pas notre surprise de découvrir dans le numéro suivant le récit des événements auxquels on avait assisté, signé par ce monsieur ! Furieux, nous l'appelâmes. « Écoutez les enfants, c'est la vie ! ». Telle fut sa réponse...

Étant entré très tôt au CFJ, j'ai pu commencer à travailler dès l'âge de 21 ans. La formation agence avait été mise en place par un rédacteur en chef de l'AFP. J'étais donc opérationnel et fus recruté sans problème. Au début, mon boulot consistait à résumer les nouvelles du jour adressées en morse aux bateaux en mer... J'ai ensuite demandé à rejoindre le *desk* Afrique. Au bout de trois ans, je fus nommé directeur adjoint du bureau de Johannesburg. Avec ma femme (correspondante pour *Le Monde*), nous y sommes arrivés le 1^{er} juin 1976. Quinze jours plus tard survenait le soulèvement de Soweto qu'on considère aujourd'hui comme le point de départ du processus qui devait conduire à la fin de l'Apartheid...

C'est en Afrique du Sud que j'ai attrapé la passion du métier de correspondant, propice à l'immersion totale dans une société avec toutes ses contradictions. La vie au quotidien apporte son lot d'anecdotes qui sont autant d'éclairages sur ce qu'est vraiment un pays. Je devais renouveler l'expérience plus tard à Jérusalem où j'habitais sur la ligne de démarcation entre la partie ouest et la partie est. J'achetais mon lait côté israélien et mon pain côté palestinien. Le simple fait de traverser la rue faisait changer de langues, de musique, de rapports humains, bref d'univers. Rien que ce petit rituel me faisait entrer dans la complexité de toute une société.

Ma décision de quitter l'AFP fut prise suite à un épisode fâcheux. Le bureau de Johannesburg était un bureau régional : nous couvrions l'Afrique australe, y compris la Rhodésie (devenue plus tard le Zimbabwe), en proie à une guerre civile sanglante. Je m'y ren-

dais régulièrement. La loi martiale y fut décrétée de sorte que des zones furent interdites aux médias. Un jour, avec un journaliste du *Times*, nous avons bravé la loi pour recueillir des témoignages sur les exactions commises par l'armée rhodésienne. Cela me valut... une remontée de bretelles de ma direction, car l'agence s'était vue menacée de voir son bureau de Rhodésie fermé (moi-même, j'y fus interdit de séjour). On me fit comprendre que l'AFP ne pouvait se permettre de ne pas être présente dans un pays où il y a de l'information, compte tenu de la concurrence avec les autres agences. Ce que je conçois volontiers. Sauf que j'en ai gardé de l'amertume, car j'avais le sentiment d'avoir fait plus que bien mon boulot. De ce jour, je guettai la première occasion d'aller voir ailleurs.

Cette occasion se présenta deux ans plus tard. Au début de l'année 1981, Serge July, qui planchait sur la nouvelle formule de son journal, m'a proposé de le rejoindre. Il voulait professionnaliser son équipe. Nous n'avions pas fréquenté les mêmes courants gauchistes (lui avait été à la gauche prolétarienne, moi, à Vive la révolution, de Roland Castro), mais j'étais prêt à accepter. À une condition : que Mitterrand l'emporte, car si Giscard avait été réélu, c'en eût été fini, pensais-je, des chances du projet de S. July : les électeurs de gauche se seraient désintéressés de la chose publique. Vous connaissez la suite. J'ai donc accepté, malgré une diminution d'un tiers de mon salaire. Ma femme qui travaillait au *Monde* (journal du soir) se levait à 5 heures du matin ; moi, je rentrais tard. On se voyait peu. On a fini par divorcer, malgré nos deux enfants.

À *Libé*, je couvris l'actualité de l'Afrique. Pendant sept ans, j'ai sillonné ce continent, hormis l'Afrique du Sud où j'étais interdit de séjour. À l'époque, il n'y avait pas les moyens de communication d'aujourd'hui. Quand je partais, c'était pour trois semaines minimum. Durant tout ce laps de temps, mes collègues n'avaient plus de nouvelles de moi. Il n'était pas possible d'envoyer des papiers à moins d'être dans une grande ville. Aujourd'hui, quand un journaliste ne donne plus signe de vie pendant 24 h, on pense qu'il a été kidnappé ! Naturellement, le fait de ne pouvoir me rendre en Afrique du Sud me frustrait. Il n'était pas sage de continuer à m'occuper de l'Afrique, si je ne pouvais me rendre là où cela bougeait le plus. J'ai donc demandé à changer. S. July a accepté en me faisant un cadeau : me permettre de réaliser, en guise d'adieu, une

ultime traversée du continent pour un reportage en forme de carnet de voyage. C'était en 1988. Je pris le bateau en Espagne pour Mellila (l'enclave espagnole au Maroc), le 1^{er} mai et suis revenu à Paris le 30 août. Au total, je parcourus 16 pays, du Maroc jusqu'à la zone transit de l'aéroport de Johannesburg. Le jour, je réalisais le reportage sur la région où je me trouvais, le soir, j'écrivais le reportage sur l'endroit où je me trouvais la veille. Un exercice épuisant mais excitant. Je disposais pour écrire de l'ancêtre de l'ordinateur portable, le Tandy, envoyant mes textes dans des conditions parfois acrobatiques. Les papiers sont parus en dernière page du journal, durant le mois d'août.

Après ces adieux, S. July m'a proposé de créer la rubrique diplomatique de *Libé*. Une autre belle opportunité. C'était en 1989, le mur de Berlin n'était pas encore tombé... À la fin de l'année 1992, notre correspondant à Jérusalem, un vieil israélien d'extrême gauche, Shalom Cohen, décéda suite à une attaque cérébrale. Comme j'étais en conflit avec mon chef de service, je me suis dit que je serais mieux à Jérusalem qu'à Paris... J'y suis arrivé en août 1993 alors que se négociaient dans le plus grand secret les Accords d'Oslo entre Israéliens et Palestiniens (les accords furent signés le 13 décembre à Washington). Ainsi, une nouvelle fois, j'arrivais alors que se tramait un tournant historique. Ce fut une période intense : j'ai vécu le retour d'Arafat, la mise en place de l'autonomie palestinienne, les premiers attentats suicides, l'enrayement du processus de paix... Dans le contexte israélo-palestinien, j'ai appris le poids des mots. Le moindre de vos écrits est examiné à la loupe par vos lecteurs. Un mot de travers, et vous vous faites injurier. Un de mes confrères l'a découvert à ses dépens en utilisant le mot « colon » à mauvais escient. Vous ne pouvez imaginer la levée de boucliers... J'eus beau être allé à Jérusalem pour des motifs professionnels - et ne pas être croyant -, j'étais, du fait de mes origines juives, partie prenante aux yeux des Israéliens comme des Palestiniens. D'une certaine manière, c'était déjà le cas en Afrique du Sud où la couleur de peau comptait particulièrement. Tout le contraire de la Chine où, quoi que vous fassiez, vous êtes d'abord un étranger !

Je ne crois pas trop à l'« objectivité » journalistique. Le traitement de l'actualité est une affaire de point de vue, d'éducation, d'histoire

personnelle aussi. Certes, je ne cherche pas à défendre des convictions partisanses, mais, nécessairement, je fais des choix. Faute de pouvoir être objectif, il faut rester aussi honnête que possible.

Mon départ pour la Chine comme correspondant s'est fait après

J'AI TOUJOURS EU ENVIE
D'ÊTRE CHEF DE SERVICE
ÉTRANGER, CAR J'AI
TOUJOURS EU À ME PLAINDRE
DES MIENS !

cinq années à Paris comme chef du service étranger. Cette nomination a une histoire : elle découle d'une proposition que m'avait faite *Le Monde* de rejoindre le service étranger. Cela devait rester confidentiel. Mais la presse est un petit monde. L'info n'a pas tardé à parvenir jusqu'aux

oreilles de S. July. Lequel m'a appelé à Jérusalem pour m'annoncer que le chef du service étranger allait partir et que « naturellement » le poste me revenait... Étant attaché à *Libé*, j'ai accepté. J'ai toujours eu envie d'être chef de service étranger, car j'ai toujours eu à me plaindre des miens !

Cela a mal commencé. À peine suis-je rentré à Paris (en 1995), qu'on me demanda de réduire les effectifs. Heureusement, il y eut des départs volontaires. La nouvelle formule avait été un échec. Les choses se sont arrangées ensuite. Je me suis retrouvé à animer une équipe d'une trentaine de personnes et autant d'ego... Au bout de cinq ans, j'eus envie de repartir à l'étranger quitte à redevenir simple journaliste. Quand vous êtes chef de service, votre vie est réglée à 90% par les multiples obligations (le comité de rédaction du matin, les réunions de Une, de services, budgétaire, etc.). La fonction n'est pas dépourvue d'intérêt. Pendant la guerre du Kosovo, j'ai vécu trois mois intenses en disposant d'un bataillon d'une vingtaine de journalistes sur le terrain, six pages par jour. C'était grisant, mais usant.

Durant l'automne 1999, je dus me rendre à Pékin pour réaliser un numéro spécial à l'occasion du cinquantenaire de la Chine populaire. Je savais que la correspondante sur place voulait quitter son poste. J'ai prolongé mon séjour d'un mois pour voir si j'aurais envie d'y vivre. C'était le cas ! La Chine bouillonnait. Ce qu'on voit aujourd'hui était en germe. J'y suis parti, convaincu que les autorités me mettraient des bâtons dans les roues pour entrer en contact

avec la population. Il s'est passé tout le contraire : je n'ai eu de contact qu'avec la société civile, jusqu'à me remarier à une chinoise. Pourtant, malgré les cours que je pris, je n'ai jamais correctement parlé chinois. Par chance, je disposais d'une assistante formidable. On a travaillé dans une intimité incroyable (elle m'accompagnait dans mes déplacements à travers le pays) tout en se disputant souvent : je la choquais par mes prises de positions et ma façon d'aborder les officiels, de manière directe, sans chichi ; tandis que, elle, m'énervait par son conformisme, souvent, à l'idéologie dominante à laquelle pourtant elle ne croyait pas une seconde. Mais elle était extrêmement consciencieuse ; elle connaissait bien le journal, son orientation, le type d'information qu'on souhaitait. Je crois à la vertu du reportage sur le terrain. Je ne peux écrire sur le Tibet si je n'ai pas préalablement respiré l'air de Lhassa à 4 900 mètres d'altitude. Je m'étais donc imposé de quitter Pékin au moins deux fois par mois, quoi qu'il arrive, ce qui est beaucoup compte tenu des obligations du correspondant. Pour tâter de la diversité chinoise, mais aussi tester mes capacités à jouer avec les autorités. Contrairement à ce que je craignais, elles ne m'ont pas trop embêté. En fait, elles ont compris le poids réel de l'influence des médias. Elles savent que les investisseurs étrangers ne lisent pas les articles relatifs aux droits de l'Homme dans l'Empire du milieu... Les records enregistrés par les investissements étrangers leur donnent raison et ont achevé de les convaincre que les journalistes n'avaient pas une capacité de nuisance aussi forte qu'elles le pensaient. C'est triste à dire, mais c'est ainsi. J'ai donc pu faire en Chine des reportages que je n'aurais pas imaginés possibles, comme celui consacré au sida.

Je ne demandais qu'à rester à Pékin, au moins jusqu'aux JO de 2008. Mais l'été 2005, lors d'un passage à Paris, S. July me confirma la dégradation de la situation financière du journal comme du climat interne. Il me proposa de revenir, comme Directeur adjoint de la rédaction pour relancer le journal, avec Pascal Riché (correspondant à Washington) et Fabrice Rousselot (correspondant à New York), des journalistes qui s'étaient tenus éloignés, par la force des choses, des conflits internes... En bon petit soldat, j'ai accepté. C'était un sacrifice personnel, mais je ne me voyais pas ne pas participer au renouveau de « mon » journal. Je suis arrivé en janvier 2006, en plein plan social. Le référendum autour du traité

constitutionnel avait durablement opposé les « nonnistes » et les partisans du oui. À quoi s'ajoutaient les relations détestables entre la rédaction et le nouvel actionnaire, Édouard de Rothschild. D'autres plans et projets de relance se succédèrent, en vain. En juin, S. Joly fut contraint au départ. Ce fut un choc. Je me suis dit que c'en était fini de ma vie professionnelle dans le journalisme. Certes, il devait bien un jour ou l'autre partir, mais pas dans ces conditions ! Je m'imaginai déjà ouvrir à Paris un restaurant chinois... Un ami, à qui je fis part de cette intention, m'a utilement rappelé que, dans la vie, il valait mieux s'en tenir à ses domaines d'excellence... Je suis donc resté à *Libé*, dans l'espoir de participer à son sauvetage. J'ai alors réfléchi à la solution que pouvait représenter Internet. Lors de ma dernière année en Chine, on m'avait invité à tenir un blog. Une expérience formidable. Le blog me permettait de valoriser ma connaissance du pays qui ne trouvait pas toujours sa place dans les colonnes du journal. J'ai aussi découvert l'interaction avec les lecteurs. J'avais fédéré des passionnés de la Chine sur l'espace francophone, au-delà des lecteurs de *Libé*. Cela en devenait une obsession. Je me réveillais le matin en me demandant ce que j'allais mettre sur le blog avant même de penser au journal ! Avec Laurent Mauriac et Pascal Riché, nous avons alors entamé une réflexion sur les perspectives offertes par Internet, comme piste de sortie de crise. C'est de cette démarche que devait naître durant l'été et l'automne 2007 le concept de Rue89 (en référence à 1789, la Révolution française, mais aussi 1989, la chute du mur de Berlin et le lancement du world wide web).

Dans notre esprit, le projet devait se faire en interne. Jusqu'à ce que la crise nous pousse dehors, au terme de plusieurs mois de tensions et de conflits. J'ai quitté *Libé* le 15 février 2007 suite au nouveau plan social. Dès décembre 2006, nous étions passés à une phase plus active avec l'aide d'un informaticien, Michel Lévy-Provençal, qui a su traduire exactement ce qu'on voulait. J'ai ainsi pris conscience que la technologie a un potentiel autrement plus important que l'usage qu'on en fait. Notre groupe s'est étoffé très vite avec Arnaud Aubron, rédacteur en chef édition à *Libé*, qui deviendra webmaster de Rue89, un maquettiste (Robin King, un designer britannique), et des personnes intéressées par notre projet, comme Julien Martin, étudiant en 2^e année au CFI qui nous a contactés par l'intermédiaire du blog pilote que nous avons créé

pour présenter le projet, ou Zineb Dryef une jeune étudiante marocaine qui m'a abordé dans la rue ! Au début, on travaillait chez moi. Les gens arrivaient à neuf heures et en repartaient le soir. Certains ont fait le parallèle avec Microsoft qui a été conçu dans un garage. Tant et si bien qu'un jour, suite à un papier paru dans *Le Monde*, quelqu'un mit à notre disposition un entrepôt près de Nation, à Paris. C'était rudimentaire, mais plus spacieux. Ensuite, nous entendîmes parler de l'ouverture d'une pépinière par la ville de Paris. L'admission relevait du parcours du combattant avec présentation devant un grand jury.

On s'était donné pour objectif de démarrer le soir du deuxième tour de l'élection présidentielle, le 6 mai 2007, en transformant ce retard en avantage à travers le slogan « Nouveau président, nouvelle ère, nouveau média ». En quelques mois d'existence, nous avons franchi le premier palier des 500 000 visiteurs uniques (d'après Nielsen). Sans avoir dépensé le moindre centime en promotion. »

Expériences du journalisme

La révélation de l'affaire du sang contaminée made in china

« Tout remonte au 1^{er} décembre 2000, la journée mondiale contre le sida. À cette occasion, j'ai voulu faire un papier sur ce thème alors qu'on n'en parlait pas. J'avais rencontré un artiste chinois qui, de retour d'exil en Europe, à la fin des années 90, avait entrepris de sensibiliser l'opinion de son pays. J'avais également interviewé par téléphone (il ne voulait pas me rencontrer) un blogueur chinois séropositif. Par son blog, il prodiguait des conseils, palliant ainsi l'absence de la moindre information des pouvoirs publics. Début 2001, des rumeurs commençaient à circuler selon lesquelles il y avait une épidémie dans la province du Hunan (au centre du pays) et qu'on ne pouvait plus s'y rendre. Étant en Chine depuis peu, je n'osais pas trop braver les autorités. Jusqu'à ce qu'au printemps, je reçoive un e-mail anonyme (que mon assistante m'a traduit) faisant un récit détaillé de cette catastrophe. Manifestement écrit par un fonctionnaire du Ministère de la Santé de la province, il décrivait l'origine de l'épidémie, à savoir le commerce du sang collecté ; la manière

dont les autorités locales avaient essayé d'étouffer le scandale ; les premiers cas de pathologie, etc. L'e-mail dressait par ailleurs une liste de districts touchés. Mes dernières hésitations s'envolèrent. Je voulus me rendre compte par moi-même, n'imaginant pas de rester à Pékin alors qu'à un millier de kilomètres de là se jouait un drame, dont personne ne parlait. Je tiens à rendre hommage à mon assistante qui a accepté de me suivre, malgré les interdictions. À l'aéroport de la capitale de la province, j'ai loué les services d'un chauffeur de taxi. Arrivé au district, je lui ai demandé de prendre une route de campagne qui se présentait. Mon idée était d'aller de village en village en interrogeant à chaque fois cinq personnes et de voir si l'épidémie était aussi grave et répandue qu'on le disait. La première personne que je vis était une paysanne, assise au bord d'un champ avec son bébé tandis que son mari travaillait. Elle revenait tout juste de l'hôpital où on lui avait dit qu'elle avait « la fièvre ». La maladie n'avait pas de nom. Elle avait vendu son sang quelques années auparavant... Au sein du village, la moindre personne que nous abordions avait fait de même. Des villageois m'emmenèrent dans une maison où quelqu'un agonisait, puis à la maison des orphelins, celles des premières victimes, etc. C'était bouleversant.

En janvier 2002, six mois après, j'ai décidé de retourner au même endroit pour voir ce qui avait changé, avec, en plus de mon assistante, un ami photographe, Bertrand Meunier. Nous partîmes en voiture depuis Pékin. Une fois sur place, chaque villageois nous demandait à être photographié. On ne savait plus que faire. Entre temps, ils avaient appris l'existence de la maladie et compris que les autorités chinoises ne bougeraient pas le petit doigt. Peut-être voulaient-ils laisser une trace de leur passage sur terre... La police finit par arriver. S'ensuivit une émeute dans laquelle nous avons manqué de laisser notre vie. Dans un premier temps, les paysans protestèrent contre les policiers. Deux femmes séropositives se couchèrent devant notre véhicule en criant : « Vous ne pouvez pas les arrêter. Eux au moins viennent nous écouter alors que vous nous laissez crever. » Les policiers furent pris en otage, leur voiture brûlée... Devant la tournure des événements, nous préférâmes filer à l'anglaise. C'est alors que des paysans surexcités nous rattrapèrent avec un quad ; ils voulaient nous obliger à quitter notre véhicule et à

repartir à pied sans quoi ils nous contamineraient... Nous avons été sauvés par mon interprète qui, malgré sa peur, finit par ouvrir la vitre pour leur parler. Nous ne comprenions plus rien, car elle semblait les engueuler. Plus tard, elle nous expliqua qu'elle leur avait dit qu'ils se trompaient de cible, que s'ils avaient encore un espoir d'avoir de l'aide, c'est parce que des personnes comme nous avions quitté le confort de Pékin pour témoigner de leur histoire au reste du monde. Un paysan a commencé à ramener les siens à la raison. Nous pûmes partir... Deux ans plus tard, en 2004, une ONG chinoise qui travaillait sur le sida dans cette même province m'a contacté pour me proposer de faire un livre en chinois illustré sur les orphelins du sida. L'éditeur chinois a finalement annulé le projet considérant que le sida était encore un sujet tabou et qu'en Chine, « on n'écrivait pas sur les tabous »... Avec mon ami photographe nous avons décidé de le faire quand même en bravant les interdictions. Depuis notre premier reportage, les conditions de sécurité étaient devenues draconiennes. On ne pouvait plus circuler de jour dans les villages atteints du sida. On s'y rendait donc la nuit. Une fois, on s'est retrouvés devant une femme en pleine agonie, son mari désespéré à ses côtés. Un cauchemar...

De tout cela, je conserve de l'amertume, car les reportages n'ont pas mis fin à l'indifférence des autorités chinoises comme d'ailleurs des opinions occidentales. Manifestement, le sida fait peur, y compris en France. À quoi s'ajoute la complaisance des Occidentaux à l'égard de l'Eldorado chinois... »

Rue89

« Nous avons fait le choix d'un site d'information d'accès gratuit et participatif. Certes, l'info de qualité a un prix, mais nous souhaitons qu'elle soit accessible au plus grand nombre. Après tout, la TV et la radio généraliste reposent aussi sur un modèle de gratuité (si on excepte la redevance). La contrepartie a été d'accepter, après débats, la publicité. Pour autant, on ne veut pas dépendre d'elle. D'où le développement d'autres activités comme des prestations de services ou la revente de contenu. Pour assurer l'indépen-

dance du site, nous avons procédé à une capitalisation en trois étapes : l'apport des fondateurs ; la constitution dès les semaines suivantes de "love money" (un apport financier d'amis proches) : enfin,

Rue89

son ouverture à des personnes d'abord soucieuses de défendre une information indépendante (et non de faire

du profit immédiat) ! Ce que j'appelle des "investisseurs citoyens", comme on parle de journalistes citoyens. Ça existe ! Après m'avoir entendu à la radio, une femme qui venait d'hériter d'un appartement de ses parents s'est dite prête à mettre 100 000 euros dans le capital. En plus de cette troisième catégorie d'actionnaires, nous recherchons deux investisseurs structurant sans ambitions "impérialistes" sur le site. Participatif, le site l'est au sens où il exploite les informations que fournissent les utilisateurs. Mais aucune n'est diffusée sans être préalablement vérifiée. Participatif, le site l'est aussi au sens où il invite des personnes à s'exprimer sur l'actualité. Ce fut le cas par exemple avec ce cheminot dont nous avons repéré les commentaires lors des grèves d'octobre 2007 et auquel nous avons proposé de décrire les suivantes de l'intérieur en tenant un blog. En réponse à des reproches que des internautes lui ont formulés sur le mode "vous êtes un privilégié", il est allé jusqu'à scanner sa fiche de paie et la mettre en ligne. Après vingt ans de métier, et en se levant à 5 heures du matin, il touchait 1 598 euros nets par mois... "Si c'est cela être privilégié" disait-il. Ses papiers furent parmi les plus lus. Ils alimentèrent un vrai débat. »

Les figures marquantes

« J'ai croisé de nombreux journalistes pour qui j'ai du respect mais sans m'identifier à aucun d'eux. Sauf un : Jean Lacouture qui a été pour moi un véritable modèle et ce, avant même mes études de journalisme. D'abord parce qu'il traitait de sujets qui m'intéressaient : le Tiers-Monde, le non alignement, les mouve-

ments de libération nationale, algérien et vietnamien notamment. Ensuite, tout en traitant de sujets d'actualité, au journal *Le Monde* ou au *Nouvel Obs*, il savait prendre du recul, remettre les choses en perspective historique, dans des ouvrages qu'il publiait par ailleurs. Il incarnait ainsi un journalisme complet : de terrain et de problématique. Significatives à cet égard étaient les biographies qu'il avait consacrées aux figures du non alignement, dont celle de Nasser que j'avais lue dès l'âge de 16 ans.

Au moment du 25^e anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie, je l'avais interviewé car il avait fait partie du « Maghreb Circus », un groupe de journalistes français qui avaient eu accès, pendant la guerre, aux dirigeants du FLN. Ainsi, il avait pu prendre la mesure des dissensions qui existaient au sein de ce mouvement. Par souci de ne pas compromettre sa victoire et donc la décolonisation du pays, il s'était engagé à ne pas les dévoiler à l'opinion publique. Ce qui, sur un plan déontologique, se discute. Jusqu'où peut-on pousser l'engagement ? Un engagement partisan est-il compatible avec le journalisme, le devoir d'informer ? Personnellement, je pense que le fait de s'identifier à une cause ne doit pas faire perdre de vue l'exigence d'honnêteté. La cause ne justifie pas tous les moyens. Ce n'est pas lui rendre service que de cacher les penchants dictatoriaux de ceux qui prétendent l'incarner. La suite l'a d'ailleurs montré. Mais, au moins, J. Lacouture a-t-il eu le mérite de reconnaître ses torts, dans son essai sobrement intitulé *Ma vérité*. C'est aussi en cela qu'il est un modèle pour moi.

Aussi curieux que cela puisse paraître, je ne l'ai rencontré que deux fois. La première, ce fut lors de l'entretien que j'avais sollicité pour les besoins d'un mémoire d'étude. Je l'avais rencontré aux éditions du Seuil où il dirigeait une collection, "Histoire immédiate". Coïncidence, c'est dans cette collection, alors dirigée par Jean-Claude Guillebaud, que je devais publier mon premier ouvrage. Je le revis bien plus tard, lors d'un Club de la presse. C'était enfin l'occasion de lui dire ma dette. Seulement, à peine m'étais-je présenté, qu'il me congratula d'un "J'aime beaucoup ce que vous faites." Surpris, je n'ai pas trouvé les mots pour lui dire tout ce qu'il représentait pour moi. J'espère qu'une autre occasion se présentera. »

Ceci n'est pas une pipe (1929), René Magritte

« J'ai découvert ce tableau alors que j'étais déjà journaliste. Il pourrait servir de manifeste au journalisme tel que je le conçois. Les choses ne sont pas toujours ce qu'elles semblent être. Si on s'en tient à leur apparence, on est tout sauf journaliste. Car être journaliste, c'est justement aller au-delà des apparences. Avec son double regard posé sur les choses, Magritte nous y incite. Ce n'est pas parce qu'on vous montre une pipe que vous devez considérer que c'en est une.

De manière générale, j'aime l'œuvre de Magritte. En guise d'illustration personnalisée de mon adresse e-mail, j'ai d'ailleurs reproduit son tout aussi fameux œil. On peut n'y voir qu'un... clin d'œil. C'est plus que cela pour moi. Mon engagement dans le journalisme répond au fond au désir d'être l'œil des gens qui ne peuvent voir de leurs propres yeux faute de pouvoir se rendre sur le lieu des faits, de l'événement, dans les endroits où on ne veut pas qu'ils mettent leur nez ou jettent même... un œil ! »

Regard sur le journalisme aujourd'hui

« Depuis la fin des années 80 (et notamment les événements de Timisoara), la crédibilité des journalistes connaît une érosion lente. Voyez le sondage publié chaque année par *La Croix* sur la confiance à l'égard des médias. De fait, la parole journalistique n'est plus prise pour argent comptant. Sauf à s'exprimer sur un blog. Dans un cas, vous êtes dans une relation verticale avec votre lecteur, dans l'autre, vous entamez une discussion d'égal à égal. La révolution d'Internet, c'est cela. Avec Rue89, nous poussons la logique plus loin en permettant non seulement aux lecteurs de commenter l'information, mais encore de la fabriquer. À condition, et c'est en cela qu'on se distingue d'un journalisme citoyen, de respecter les règles professionnelles et déontologiques qui restent, elles, toujours d'actualité. Nous ne pensons pas que le Web est une terra incognita dont toutes les règles seraient à inventer. Durant l'été 2006, Libe.fr se présentait comme le premier site Web 2.0 au prétexte qu'il offrait la possibilité au lecteur de commenter les articles des journalistes. Seulement, ces derniers lisent rarement les

commentaires des internautes. Sur les sites, les commentaires sont de surcroît modérés par une société de prestation extérieure. À Rue89, nous mettons un point d'honneur à les lire, mais encore à participer aux débats. La vie d'un article ne s'arrête pas à partir du moment où il est mis en ligne. Une nouvelle vie commence pour lui, celle du débat qu'il génère. C'est pourquoi, il ne peut se terminer par une chute qui le ferme à toute discussion, comme dans un journal classique. En résumé, Internet n'est pas la mort du journalisme, mais le support d'une écriture différente.

N'est-ce pas cependant la mort de la presse quotidienne ? De celle qu'on a connue, assurément. L'apparition des chaînes de TV et de radio d'information continue ont déjà tué le quotidien à multiples éditions comme l'avait été *France Soir*. Aujourd'hui, Internet rend illusoire la prétention à l'exhaustivité de la presse. Les journaux meurent aujourd'hui de ne pas savoir faire de choix. Les lecteurs savent le plus souvent ce que les quotidiens annoncent en Une. Dans ces conditions, il faut une valeur ajoutée par rapport à ce qui est diffusé gratuitement, ailleurs. Si le journal ne cultive pas une spécificité, à travers sa capacité de décryptage et de mise en scène de l'info, il est à terme condamné. Aujourd'hui, aucun journal papier ne me semble sortir du lot. Pas plus dans la presse payante que dans la presse gratuite. Je suis convaincu que cette dernière n'est qu'un modèle éphémère car, demain, on pourra lire son journal dans le métro, au moyen d'un *e-paper* comme celui que teste actuellement *Les Échos* ou d'autres technologies à venir. Sans compter l'information à laquelle permet déjà d'accéder le portable.

Le comble pour un journaliste est de rater une information. Il est essentiel de se défaire du réflexe à l'exhaustivité et de sélectionner dans le flot d'informations, celles sur lesquelles on pourra apporter un plus. A cet égard, je dois rendre justice à Jean Schalit, créateur de nombreux titres dont *Action*, en 1968. En 1991, il avait lancé *La Truffe*. J'avais été convié aux premières réunions de travail. Il considérait que cela ne servait à rien de faire un journal si c'était pour donner des informations après les autres (la TV et la radio). Il prenait l'exemple du coup d'État contre Gorbatchev, durant l'été 1991, en expliquant que si on n'avait pas plus à dire, mieux valait ne rien ajouter. Cela estomaquait le journaliste du service étranger de *Libération* que j'étais alors. Je

ne comprenais pas qu'on pût renoncer à certaines informations. En fait, la suite lui a donné raison. Il était visionnaire et le problème avec les visionnaires, c'est qu'ils ont raison trop tôt.

Au final, je ne dissuadera pas un jeune de faire des études de journalisme, à condition que celles-ci le préparent aux outils d'aujourd'hui, dont Internet. À cet égard, nous avons vécu un véritable basculement. Il y a encore quelques mois, tout stagiaire aurait aimé faire un stage à *Libé* ou au *Monde*. En faire un sur un site comme le nôtre aurait été vécu comme une punition. Ce ne semble plus être le cas. On vient d'accueillir pas moins de sept stagiaires du CFJ. Le message est passé : il y a une place pour un journalisme professionnel sur le net. »

PRINCIPAUX OUVRAGES

Le Journal de Ma Yan, Ramsay, 2002 (publié dans 19 langues). Le journal intime d'une jeune chinoise confiée par sa mère à P. Haski qui le présente en y voyant un témoignage précieux sur la face cachée du miracle économique chinois.

Ma Yan et ses sœurs, Ramsay, 2004. La société chinoise contemporaine à travers les témoignages de jeunes filles.

Le Sang de la Chine, Grasset, 2005 (Prix International des médias 2005, Prix Joseph Kessel 2006). Le récit complet de son enquête sur l'affaire du sang contaminé.

Cinq ans en Chine, Les Arènes, 2006. Le récit de ses cinq années passées en Chine comme correspondant.

À lire aussi

L'Afrique blanche, histoire et enjeux de l'apartheid, Le Seuil, 1987.

Israël, Milan, 1997.

David Gryn (Ben Gourion), Autrement, 1998.

Sur internet :

www.rue89.com